



Union européenne
Politique régionale

panorama

inforegio



**Europe 2020:
Compétitivité,
coopération et cohésion
pour toutes les régions**

fr

AVANT-PROPOS DU COMMISSAIRE HAHN

OPEN DAYS — Rejoignez-nous

3

LA STRATÉGIE 2020

Contribution de la politique régionale européenne à la réalisation de la stratégie UE 2020

4-5

6

REGIONETWORK 2020

Qu'est-ce que RegioNetwork 2020?

7-11

POLITIQUE RÉGIONALE: LES MOTEURS DE LA COMPÉTITIVITÉ DE NOS RÉGIONS SONT...

L'innovation — les entreprises vertes — la croissance économique

12-13

OBJECTIF COHÉSION

Cohésion européenne: faire jouer la diversité
Le football unit des communautés divisées

14-15

RENFORCER LA COOPÉRATION GRÂCE AUX MACRO-RÉGIONS

De la mer Baltique au bassin du Danube
Simplifier l'organisation d'une macro-région — GECT

16-17

LA COOPÉRATION AU-DELÀ DE L'UE

Des questions bien connues, des mondes différents
Partage des connaissances dans le village mondial: Brésil

18

COMITÉ DES RÉGIONS

Entretien avec la présidente du Comité des régions

19

EXEMPLES DE PROJETS

Venez nous voir

20-21

HISTOIRE DES OPEN DAYS

Comment tout a commencé — Les «pères fondateurs» des OPEN DAYS
(Charles White — Laurent Thieule — Wolfgang Petzold)

22-23

OPEN DAYS DANS LES RÉGIONS

Renforcer le profil de la politique régionale en Castilla y León, Espagne
Les avantages manifestes de la liaison ferroviaire Baltique — Adriatique à Trenčín, Slovaquie

24-25

OPEN DAYS À BRUXELLES

Entretiens avec: Vesna Caminades — Alessandro Barberis

26

RÉPONDEZ AU QUIZ SUR LA POLITIQUE DE COHÉSION

Connaissez-vous bien la politique de cohésion européenne?

27

LA PROCHAINE GÉNÉRATION

Un concours d'affiches met en valeur les travaux de jeunes chercheurs
Réponses au quiz



OPEN DAYS — Rejoignez-nous!

Bienvenue aux OPEN DAYS 2010 et dans cette édition spéciale de Panorama, qui vise à vous donner un aperçu des thèmes autour desquels est axé l'événement de cette année: la compétitivité, la cohésion et la coopération.

Le rôle des régions et des villes est essentiel pour ce qui est des priorités thématiques des OPEN DAYS, qui représentent également des éléments clés de la nouvelle stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive. La force de la politique de cohésion est qu'elle transforme les priorités stratégiques de l'Europe en actions concrètes sur le terrain.

Panorama explore ces trois objectifs et donne un aperçu des projets qui œuvrent à faire de l'abstrait une réalité concrète; il examine également le contexte de questions telles que la coopération régionale et internationale, ainsi que la manière dont la cohésion peut être renforcée.

Profitez de cette édition pour tirer le meilleur parti de votre expérience des OPEN DAYS, et si les choses ne vont pas assez vite, pourquoi ne pas répondre à notre quiz et découvrir combien vous en savez sur la politique de cohésion!

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'J. Hahn', written in a cursive style.

Johannes Hahn

Membre de la Commission européenne chargé de la politique régionale

CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EUROPÉENNE À LA RÉALISATION DE LA STRATÉGIE UE 2020

L'économie de l'UE en 2020 devra être innovante, verte et inclusive, capable de surmonter la récession. La stratégie 2020 est désormais mise en place et la politique régionale de l'UE fait sienne ses priorités. Nombre des manifestations se tenant durant les OPEN DAYS sont une occasion en or de montrer de quelle manière toutes les régions peuvent soutenir et atteindre les mêmes objectifs.

Depuis deux ans, le monde est confronté à sa pire crise économique depuis les années 1930, annulant une grande partie des progrès réalisés en Europe depuis 2000. La crise financière et la récession qui s'en est suivie ont frappé toutes les régions de l'Union, provoquant des taux de chômage élevés, une croissance atone et des niveaux d'endettement excessifs.

La situation économique s'améliore, mais la reprise demeure fragile et le monde bouge vite. Des défis à long terme, comme la mondialisation, la pression sur les ressources, le changement climatique et le vieillissement, s'intensifient. C'est pourquoi la Commission européenne a présenté en mars dernier la stratégie Europe 2020, fondée sur le principe central selon lequel l'Europe peut réussir si elle agit collectivement, en tant qu'Union. Pour citer le président de la Commission, José Manuel Barroso: «La crise est un signal d'alarme... poursuivre dans la même voie nous condamnerait à un déclin progressif».

2020 en un mot

La stratégie explique en détail cinq objectifs de l'UE pour 2020 (à décomposer en objectifs nationaux):

- 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans sur le marché de l'emploi
- 3 % du PIB de l'UE investis dans la recherche et le développement
- une mise en œuvre réussie des objectifs environnementaux de l'UE, c'est-à-dire une réduction de 20 % des émissions de CO₂, et une augmentation de 20 % dans l'usage des énergies renouvelables
- l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur pour au moins 40 % des jeunes générations, et réduction de 10 % des jeunes en décrochage scolaire
- la réduction de 20 millions du nombre de personnes menacées par la pauvreté.

La vision 2020

La stratégie UE 2020 offre un aperçu de ce que sera l'économie sociale de marché européenne au XXI^e siècle. En tant que feuille de route dynamique, elle passe en revue les politiques et initiatives nécessaires non seulement pour étayer la relance et sortir l'Europe de cette crise, mais aussi pour promouvoir un nouveau type d'économie, au sein d'une société plus intelligente, plus verte et plus inclusive.

Étant donné le climat économique actuel, satisfaire à ces objectifs ne sera pas tâche facile. Toutefois, la stratégie Europe 2020 est définie. Elle se concentre sur trois secteurs clés où l'action est le plus nécessaire pour relancer en Europe la compétitivité, la productivité, la croissance et la convergence économique:

- une croissance intelligente: développer une économie basée sur la connaissance et l'innovation;
- une croissance durable: promouvoir une économie plus efficace, plus verte et plus compétitive;
- une croissance inclusive: encourager une économie à fort taux d'emploi où participent et prospèrent toutes les communautés et régions.

Un moment crucial pour les OPEN DAYS

Le débat sur la stratégie UE 2020, ses politiques et son budget futur atteindra son point culminant lors de la 8^e édition des OPEN DAYS de l'UE — l'événement annuel le plus important dans le calendrier des villes et des régions d'Europe. Toute une série de séminaires et d'ateliers permettra aux régions de faire entendre leurs voix, d'échanger leurs vues sur les moyens de mettre en œuvre la nouvelle stratégie à l'échelon local, ou de discuter des domaines de bonnes pratiques.

Et les régions ont un rôle clé à jouer. Réaliser la vision 2020 exigera de toutes les régions de l'UE qu'elles la soutiennent et l'adoptent activement. En tirant les enseignements de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, la question de l'appropriation est cruciale. La politique régionale européenne dispose d'un cadre intégré pour l'investissement, elle a tenté et testé des systèmes de mise en œuvre, l'appropriation sur le terrain, des partenariats progressifs et des démarches transsectorielles. Elle peut contribuer au succès d'Europe 2020 en renforçant la collaboration avec les parties prenantes locales et régionales.

Cap sur une croissance intelligente, durable et inclusive

La politique régionale de l'UE est, en termes d'économie réelle, la source d'investissement communautaire la plus importante. En centrant son soutien sur un nombre limité de priorités satisfaisant aux objectifs d'une *croissance intelligente, durable et inclusive*, la politique régionale peut fournir l'investissement ciblé indispensable à la création des bonnes conditions d'une croissance durable. En accordant une grande importance à la

connaissance, à l'innovation, aux savoir-faire et aux performances environnementales, la politique régionale constitue un catalyseur des possibilités de développement dans l'avenir.

La majeure partie des ressources de la politique régionale — environ 230 milliards d'euros — a déjà été en grande partie affectée aux investissements dans les secteurs clés de cet agenda — dans la recherche de pointe et le développement technologique, l'innovation, les technologies de l'information et de la communication, le développement d'entreprise et la formation. Les programmes de la politique régionale d'une région à l'autre de l'UE soutiennent avec succès les investissements intégrés dans l'internet à haut débit, le transport intelligent et l'infrastructure énergétique, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, ainsi que les marchés publics écologiques (MPE) — tous des éléments clés pour la réalisation des objectifs UE 2020.

Les fonds régionaux – Une vision à long terme

Qu'il s'agisse d'investissements directs à la création d'entreprises ou du financement direct des services de soutien aux entreprises, les fonds régionaux européens permettront de développer les entreprises au sein de l'UE. Les fonds de développement

régionaux sont destinés à soutenir les entreprises de pointe ainsi qu'à financer le développement des compétences et les infrastructures professionnelles. L'investissement permettra également de promouvoir une meilleure coopération entre les entreprises, instituts de recherche et pouvoirs publics.

Le programme d'investissement continu de la politique régionale dans la nouvelle «économie de la connaissance», dans les secteurs à forte valeur ajoutée tels que les biosciences et les technologies de l'information et de la communication (TIC) permettront d'encourager pour les décennies à venir l'innovation et la créativité au sein des petites entreprises. Il continuera de soutenir les nouvelles entreprises en TIC, d'investir dans l'accès au haut débit et d'aider des milliers d'entreprises locales à adopter les nouvelles activités en ligne.

Les OPEN DAYS sont une plateforme idéale pour présenter les bonnes pratiques. Ils offrent également l'opportunité de démontrer de quelle manière la politique régionale européenne peut contribuer à la réalisation des objectifs UE 2020, et maintenir une croissance stable avec un potentiel accru en termes d'éducation, de recherche et de lutte contre le changement climatique.



Le «**Centre d'excellence en nanosciences et en nanotechnologie**», créé en Slovénie avec le soutien de fonds régionaux de l'UE, est une autre réussite. Ce centre travaille à surmonter l'insuffisance traditionnelle de coopération entre les instituts de recherche publics et les entreprises. En permettant aux entreprises d'accéder à des équipements hautement spécialisés, de nouvelles opportunités se sont présentées pour un développement plus évolué de la recherche appliquée.

POUR EN SAVOIR PLUS
<http://nin.ijs.si/nano.htm>

La «**Plateforme technologique Corallia**» en Grèce montre de quelle manière l'aide des fonds régionaux de l'UE favorise l'innovation dans les régions d'Europe. Ce pôle de compétences, soutenu par des investissements européens pour le développement régional, réunit des entreprises et des organismes de recherche dans le domaine de la micro-électronique. Les efforts de recherche ont non seulement reçu un coup de pouce financier significatif, mais ce projet a également déclenché des initiatives d'essai ambitieuses grâce à des incitations aux investissements proposées à des personnes fortunées (appelées «business angels»).

POUR EN SAVOIR PLUS
<http://www.corallia.org/>

QU'EST-CE QUE REGIONETWORK 2020?

RegioNetwork 2020 a été développé par la DG Politique régional (DG REGIO) dans le but de constituer une communauté en ligne. Ce sera un réseau professionnel destiné aux régions européennes pour partager des nouvelles et de l'information, trouver des partenaires et s'associer à la politique régionale européenne.

QUELS SONT SES OBJECTIFS?

- Proposer une plateforme d'échanges dynamique entre les régions sur les sujets d'intérêt mutuel et les bonnes pratiques en matière de politique et de projets de développement régional — allant du développement durable et de la santé au transport propre
- Encourager les réseaux entre régions en offrant un point central de communication et un véritable réseau social

Quelles sont ses fonctions principales?

Vous pourrez, en tant que membre, découvrir les profils d'autres régions, suivre leurs activités, et trouver des partenaires pour vos projets. Grâce aux forums de discussion, vous pourrez également partager vos bonnes pratiques en matière de développement régional. Les fonctions de groupe permettront aux réseaux existants d'échanger des informations et d'être plus facilement joignables, ainsi que de soutenir la création de nouveaux réseaux. Cette plateforme inclura également des zones de présentation de projets et de partage de liens vers des galeries d'images et de vidéos.

Qui peut créer un profil?

Les utilisateurs pourront créer un profil par région ou à titre individuel. Un profil régional fournira des informations harmonisées sur une région. Les individus intéressés par la politique régionale pourront créer un profil d'utilisateur individuel. Tous les profils enregistrés afficheront un mur qui leur permettra de s'informer des dernières nouvelles ou des derniers événements, ou de rechercher des partenaires de projets, etc.

Qu'est-ce qui constitue un membre autorisé?

Un représentant régional sera confirmé par la région correspondante puis agréé par un administrateur REGIO. Les représentants individuels (par ex. des universitaires, représentants des pouvoirs publics, étudiants travaillant dans des secteurs liés à la politique de développement régional) seront agréés par un administrateur REGIO.

Qui peut créer un groupe?

Tout utilisateur inscrit peut créer un groupe autour d'un projet ou thème spécifique. Le créateur de ce groupe est chargé d'en modérer le contenu et de valider les nouveaux membres. Si vous êtes connecté à un groupe, vous recevrez des mises à jour automatiques concernant toutes les nouvelles publiées par les autres membres.

Quand sera-t-il prêt à l'emploi?

RegioNetwork 2020 sera lancé pendant les OPEN DAYS 2010! Inscrivez-vous et rejoignez la communauté en ligne!

Ce sera un très bon moyen de préserver et multiplier la valeur des OPEN DAYS, en permettant tout au long de l'année le partage d'informations et d'idées, par le biais d'une communauté virtuelle.

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://webgate.ec.europa.eu/regionetwork2020>



POLITIQUE RÉGIONALE: LES MOTEURS DE LA COMPÉTITIVITÉ DE NOS RÉGIONS SONT...

L'INNOVATION...

Si nous voulons soutenir des emplois à productivité élevée tels que l'exige l'environnement mondialisé d'aujourd'hui, financer des systèmes sociaux dans une société vieillissante et atteindre le premier rang mondial en termes de technologies propres et d'efficacité énergétique, l'agenda «Europe 2020» pour la croissance économique durable doit constituer alors l'une des priorités de l'UE pour les prochaines années, en particulier si nous voulons rester en course dans un monde de plus en plus compétitif.

La science, la recherche et l'innovation sont au cœur de l'agenda «Europe 2020» pour la croissance économique durable. Pour sortir l'Europe de la crise économique, il nous faut innover, investir dans la recherche et la convertir en emplois.

Nous devons nous imposer

Pour ce faire, la stratégie énonce clairement un objectif consistant à investir 3 % du PIB de l'UE dans la R&D. Elle vise également la couverture universelle en haut débit d'ici à 2013, avec des objectifs montrant la moitié des Européens en train de faire leurs achats en ligne et d'utiliser des services publics en ligne d'ici à 2015, tous les citoyens devant accéder à l'internet à une vitesse d'au moins 30 Mbps d'ici à 2020.

L'objectif est ambitieux. Aujourd'hui, seuls 1 % des Européens disposent d'une connexion internet à haut débit par fibre optique, contre 12 % des Japonais et 15 % des Sud-Coréens. Les dépenses de R&D sont inférieures à 2 % du PIB. Nous sommes confrontés à une concurrence féroce de pays qui investissent à une échelle et à une vitesse que nous aurons peut-être du mal à égaler, et parce que nous investissons moins dans la R&D que les États-Unis ou le Japon, et d'autres nouveaux concurrents tels que la Corée du Sud, nous prenons du retard. Nous devons également relancer la recherche dans tous les domaines pour demeurer compétitifs — les dépenses consacrées à la science sont en hausse en Chine et en Inde.

Des opportunités manquées

Il y a également d'importantes disparités au sein de l'UE en termes de dépenses de R&D. Le lien entre la recherche, l'éducation et l'innovation est toujours insuffisamment soutenu, bien qu'étant absolument essentiel pour la croissance et la création d'emplois.

Pour façonner aujourd'hui l'avenir de demain, l'Europe doit passer à la vitesse supérieure — devenir plus inventive, et réagir plus rapidement à l'évolution des marchés et des préférences des consommateurs. Comblar ces écarts en matière d'investissement en R&D est crucial.

LES ÉLÉMENTS CLEFS POUR 2020

Dans la mesure où les investissements dans la politique régionale financés par l'intermédiaire des Fonds structurels constituent la part du lion du budget de l'UE, ils seront décisifs pour atteindre ces objectifs. Les programmes de politique régionale d'une région à l'autre de l'UE soutiennent déjà avec succès des investissements intégrés dans l'internet à haut débit, l'infrastructure intelligente du transport et de l'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables — tous ces éléments jouant un rôle essentiel si l'on veut mener à bien les objectifs de la stratégie «UE 2020». Ces efforts doivent se poursuivre.

Il nous faut également redoubler d'efforts en vue de développer les résultats de l'Europe en matière de R&D, en mettant sur pied des installations de recherche de premier ordre. En développant des laboratoires de classe internationale; en soutenant le transfert de technologie et la collaboration entre les institutions de recherche, les gouvernements et les entreprises; en améliorant les capacités de recherche au sein des petites entreprises, ainsi qu'en promouvant l'innovation en termes de modèles économiques, de nouveaux modes de transport, d'énergie et d'information, de production de marchandises, de prestation des soins de santé, et d'offre de services publics — c'est l'innovation qui encouragera la croissance et générera des emplois.



L'agenda pour la croissance économique durable de l'Europe à l'horizon 2020 est le moteur de la compétitivité dans les régions grâce aux sciences, à la recherche et à l'innovation

La lumière au bout du tunnel

Afin d'atteindre cet objectif, il nous faudra faire montre de détermination, et travailler en partenariat avec le secteur privé et les principales parties prenantes — les entreprises, les instituts de recherche, le milieu universitaire et les autorités publiques. Les nombreux séminaires et ateliers qui se tiendront au cours de l'édition 2010 des OPEN DAYS constitueront un excellent cadre où les régions et autres parties prenantes pourront échanger leurs idées et leurs savoir-faire concernant la meilleure façon d'exploiter les fonds régionaux en vue de promouvoir l'innovation au profit des citoyens et des entreprises dans les régions.



MARE NOVUM

En Suède, les gens aiment la vie au grand air, et notamment la mer, raison pour laquelle Göteborg, la deuxième plus grande ville de Suède, abrite le Mare Novum, un centre d'innovation marine et de développement des entreprises, le premier du genre à associer la recherche et l'entreprise au développement de la conservation et de l'exploitation durable des écosystèmes marins.

Mare Novum forme un partenariat entre l'université de Göteborg et les cinq villes littorales septentrionales de Strömstad, Tanum, Sotenäs, Munkedal et Lysekil. Sa méthode de travail consiste principalement à se constituer en forum de collaboration entre les entreprises, les chercheurs et la société civile dans le cadre du développement d'un soutien à l'innovation au contenu haut de gamme dans le domaine marin — la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes marins. Le responsable du projet Mare Novum, Johan Norling, le décrit comme «une porte permettant au secteur industriel d'accéder au monde universitaire». Il sert d'intermédiaire dans la coopération entre l'industrie et l'université dans des programmes communs de R&D, en organisant des forums de discussion, des séminaires sur des sujets appropriés et un soutien à la commercialisation d'idées innovantes en matière marine.

Interrogé sur le financement, Johan Norling explique que, selon lui, «l'aide de l'UE est essentielle pour ce type d'initiative ambitieuse», et qu'elle a apporté divers avantages au projet: la création d'un plan solide avec un budget réaliste, une utilisation efficace de l'aide, davantage de perspectives — tous ces facteurs pris ensemble devraient être considérés comme un label de qualité». Le coût total estimé du projet se monte à 821 000 euros, la contribution de l'UE avoisinant 403 500 euros et le reste, soit 417 500 euros, provenant de l'université de Göteborg, de la région de Västra Götaland et du regroupement de communes de la région Fyrbodal.

Mare Novum comporte également une dimension régionale importante — la coopération avec Mare Life en Norvège a rapproché Oslo et Göteborg. Mare Novum, faisant office d'intermédiaire, associe la recherche et l'industrie dans le secteur marin. Comme le fait observer Johan Norling, d'après l'expérience acquise à ce jour, «vous devez avoir une vision à long terme lorsque vous travaillez avec de nouvelles idées, des start-up et des entreprises, de même que lorsque vous développez des réseaux ou en optimisez certains qui existent déjà». Un conseil fiable pouvant servir à d'autres projets régionaux de l'UE.

LE PROJET COUVRE LA PÉRIODE 2008-2010

Coût estimé du projet: 821 000 euros

Contribution de l'UE: 403 500 euros

Contributions nationales: 417 500 euros

POUR EN SAVOIR PLUS:

www.marenovum.se

Analyse d'organismes marins à la station de recherche marine de Kristineberg

... LES «ENTREPRISES VERTES»...

La politique de cohésion est un instrument essentiel à la mise en place d'une économie sobre en carbone, économe en ressources et compétitive. C'est l'un des grands défis fixés par la nouvelle stratégie Europe 2020.

La politique de cohésion aide précisément les régions à établir des synergies entre la protection de l'environnement et la croissance.

Elle les incite à envisager la lutte contre les changements climatiques et le maintien de l'UE à la pointe des technologies vertes comme une opportunité de croissance. Près de la moitié des États membres (Autriche, Bulgarie, République tchèque, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Royaume-Uni) ont déjà intégré des indicateurs de réduction des émissions de CO² dans leurs programmes de cohésion. La France a mis au point un outil unique d'évaluation du carbone surveillant les émissions de CO² produites par l'ensemble des projets cofinancés par l'UE.

L'Europe s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique: elle prévoit de réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre et de porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie d'ici 2020.

En allouant 48 milliards d'euros à des mesures soutenant les objectifs climatiques de l'UE et l'instauration d'une économie à faible émission de carbone, la politique de cohésion contribue à la concrétisation de ces objectifs: 23 milliards d'euros sont destinés aux chemins de fer, 6 milliards d'euros aux transports urbains propres, 4,8 milliards d'euros aux énergies renouvelables et 4,2 milliards d'euros à l'efficacité énergétique.

C'est la compétitivité des régions d'Europe qui est en jeu derrière le défi d'une utilisation efficace des ressources. Fin 2008, la Commission européenne a adopté une proposition pour accélérer les investissements relatifs à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans les logements. L'objectif est de permettre une économie d'énergie, une réduction des émissions et un allègement des factures de combustible pour les personnes les plus vulnérables, tout en contribuant à la relance du secteur du bâtiment.



Le Centre commercial de Basse-Autriche — l'un des plus grands immeubles de bureaux d'Europe construit sur le modèle des maisons passives

LE CATALYSEUR VERT POUR LA TECHNOLOGIE ET LA CRÉATION D'EMPLOI

Quand on pense à l'Autriche, on pense souvent à de belles montagnes et à de délicieuses pâtisseries, mais aujourd'hui l'Autriche est devenue synonyme d'innovation en termes de compétitivité, de coopération et de cohésion — pour preuve, le Pôle construction écologique en Basse-Autriche.

Le Pôle construction écologique mobilise environ 200 partenaires et représente l'une des six initiatives gérées actuellement par Ecoplus, l'agence régionale de développement économique — qui s'inscrit également dans le cadre de la stratégie régionale de l'innovation pour la Basse-Autriche. Le pôle renforce les compétences qui existent déjà dans le domaine de la construction durable et du mode de vie écologique. Il fournit un soutien préconcurrentiel aux petites et moyennes entreprises, en associant les points forts actuels à de nouvelles idées et à l'innovation issue des activités de recherche menées dans les universités, les organismes de recherche et les écoles techniques supérieures.

Le projet est financé par des sources privées telles que des droits d'adhésion et des frais de services, et des sources publiques dont le FEDER pour la période 2007-2013. Alois Geisslhofer, directeur du Pôle construction écologique, explique que « la contribution de l'UE aux investissements a été cruciale dans le soutien du projet, et sans celle-ci et le soutien préconcurrentiel des initiatives clusters, ces types de projets n'auraient pas été réalisés ».

Ce projet, orienté vers l'idéal de durabilité, vise en particulier les normes de la maison passive, les intérieurs sains au confort de vie amélioré, sans pour autant négliger la rénovation, en termes d'efficacité énergétique, des logements plus anciens. Jusqu'à 50 % des nouvelles habitations dans cette région sont construites sur le modèle des maisons passives, y compris les maisons plus traditionnelles construites en bois.

L'équipe dirigeante d'Ecoplus, composée de cinq personnes, joue également un rôle important en exerçant une influence sur le cadre politique et administratif pour des questions industrielles telles que les codes en matière de construction, les avantages financiers et la sensibilisation à la construction écologique. Avec quelque 6 000 à 9 000 emplois permanents nouveaux ou sauvegardés, et un volume de production immobilière d'environ 750 millions à 1 milliard d'euros par an, le Pôle, explique Geisslhofer, « constitue un catalyseur pour la technologie, la création d'emploi et la valeur ajoutée des entreprises de Basse-Autriche ».

LE PROJET COUVRE LA PÉRIODE 2007-2013.

Emplois permanents nouveaux ou sauvegardés: 6 000 à 9 000

Jusqu'à 50 % de nouveaux logements — maisons passives

Taux annuel de remise à neuf à atteindre: 3 %

Volume de la production immobilière: 750 millions à 1 milliard d'euros par an

POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.ecoplus.at/ecoplus>

Les PME comme destinataires privilégiés

La politique de cohésion aide les États membres et les régions dans leurs efforts de recherche et d'innovation. La promotion de l'éco-innovation, en particulier dans les petites et moyennes entreprises (PME), fait partie des priorités. En 2007-2013, sur les 27 milliards d'investissements destinés aux PME, 3 milliards d'euros ciblent la promotion des produits et des processus de production respectueux de l'environnement. Le groupement finlandais Lahti Cleantech illustre bien ce mécanisme. L'investissement de l'UE (1,5 million d'euros) a ici encouragé l'innovation et le développement de technologies écologiques, réunissant des entreprises, des organismes éducatifs et des autorités régionales. Les résultats parlent d'eux-mêmes: 170 nouveaux emplois ont été créés, 20 nouvelles entreprises de technologies propres ont émergé et le projet a attiré plus de 30 millions d'euros d'investissements au total.

La politique de cohésion encourage en permanence l'échange d'expériences, de bonnes pratiques et de méthodologies, notamment à travers l'initiative «les régions, actrices du changement économique». Les Open Days fixent rendez-vous aux régions pour réfléchir à de nouvelles solutions.



... ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les régions européennes n'ont pas échappé à la crise mondiale. La politique de cohésion a permis aux régions de faire face à la crise à court terme tout en construisant les bases d'une croissance à moyen et plus long terme.

La politique de cohésion a joué un rôle important dans le plan européen de relance économique adopté par la Commission européenne en 2008. Un arsenal de mesures ont été mises en place pour soutenir les régions face à la crise à court terme. Les avances de paiements aux États membres en 2009 ont été augmentées. Cela a permis d'injecter un flux de liquidités durant la phase initiale des programmes de la politique de cohésion afin que les paiements puissent être effectués plus rapidement auprès des porteurs de projets. Les centaines de «grands projets» (le coût total dépasse 50 millions d'euros), dont le processus d'adoption a été simplifié, sont autant de chantiers qui contribuent de manière évidente à stimuler l'économie européenne.

S'inscrire dans la durée

Cependant, la «raison d'être» de la politique et ses objectifs sont clairement sur le long-terme. Elle vise à promouvoir la croissance durable et réduire les disparités socio-économiques au sein de l'Union européenne. Avec 347 milliards d'investissements prévus pour 2007-2013, c'est une source de financement stable pour les régions d'Europe.

La politique de cohésion met l'accent sur ce que l'on appelle les «investissements intelligents», c'est-à-dire les secteurs créateurs d'emplois, dont le potentiel de croissance est important.

L'objectif est de redynamiser les économies locales en concentrant les investissements dans des domaines tels que la recherche et le développement, les technologies propres, les modes de transport durables, les réseaux de télécommunications à haut débit et l'efficacité énergétique. Dans le cadre du plan de relance européen, les États membres peuvent modifier leurs programmes de politique de cohésion afin d'accroître les investissements dans ces domaines. À l'avenir, il est prévu que la politique de cohésion s'oriente davantage encore vers ces secteurs clés afin d'être en phase avec les priorités économiques de l'UE, telles que définies dans la stratégie UE 2020.

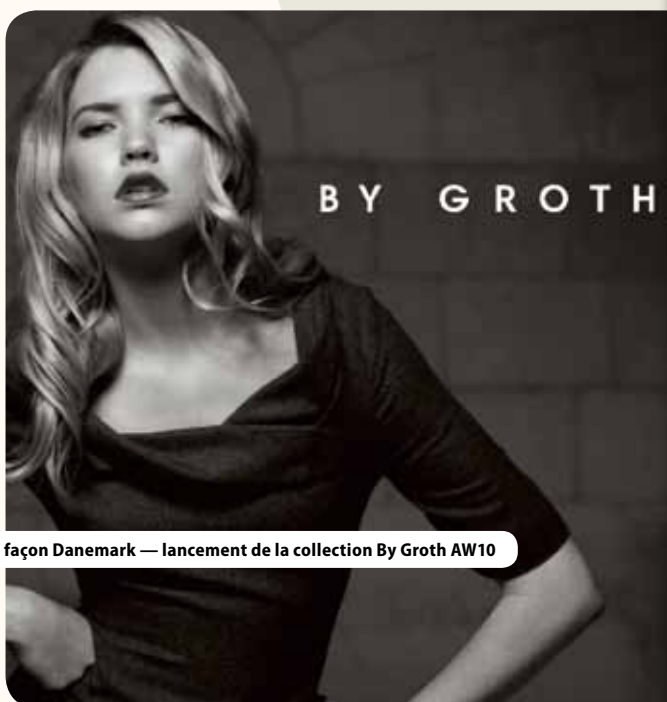
Pour mettre les régions d'Europe sur les rails de la croissance, la politique de cohésion soutient en priorité les petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent l'épine dorsale de l'économie européenne. Celles-ci ont de plus en plus de difficultés à obtenir des fonds dans un environnement financier devenu allergique au risque. Par exemple, la Commission européenne et le Fonds européen d'Investissement (FEI) encouragent les États et les régions à utiliser l'initiative «JEREMIE» qui facilite l'accès aux prêts pour les entreprises.

La politique de cohésion, moteur de la croissance globale

Pourquoi la politique de cohésion contribue-t-elle à la croissance globale? Parce qu'elle mobilise les ressources régionales sous-exploitées. Elle associe les acteurs locaux et régionaux qui sont les mieux placés pour savoir quels sont les besoins et les atouts de la région, en lien avec les priorités européennes. Elle encourage les régions en difficulté à interagir avec les plus avancées afin de créer un effet d'entraînement. On estime que de 2000 à 2009, les programmes de la politique de cohésion ont augmenté le PIB des régions en retard de développement (dites «objectif 1») de 0,5 % dans l'UE-15 et de 3,7 % dans l'UE-10. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes...

POUR EN SAVOIR PLUS:

http://ec.europa.eu/regional_policy/funds/recovery/



Branché façon Danemark — lancement de la collection By Groth AW10

FASHION ACCELERATOR — LE DANEMARK, C'EST BRANCHÉ

On pourrait dire du «D» de Danemark qu'il vaut aussi pour design, étant donné qu'au fil des années le Danemark est devenu synonyme d'innovation créative en matière de mode et de design. Fashion Accelerator, un projet destiné à développer et internationaliser des maisons de mode danoise et soutenu par le Fonds européen de développement régional (FEDER), contribue à promouvoir cette image récente de fraîcheur, d'innovation et de décontraction venue du Danemark («coolness of Denmark»). Fashion Accelerator fournit aux petites et moyennes entreprises qui tentent de s'installer, telles que «By Groth», les outils de base dont elles auront besoin pour se maintenir sur le marché et évoluer. Plus exactement, il fournit une expertise, des conseils aux entreprises, des orientations quant à la manière de développer des réseaux et des formations pour faire face aux nouveaux défis et les relever — les principes de base de la création d'entreprise et du développement de nouvelles entreprises.

By Groth est l'une des 15 entreprises de mode bénéficiant du soutien de Fashion Accelerator et de l'aide de l'UE. Peter Koppel, chef de projet de Fashion Accelerator pour l'autorité de gestion, l'Autorité danoise de l'entreprise et de la construction (EBST), affirme que «le financement était une condition de base. Nous n'aurions pu mener à bien ce projet sans cette aide.» Les coûts du projet sont estimés à environ 1 592 000 euros dont, comme l'explique Peter Koppel, «la moitié provient du Fonds régional, 23 % du gouvernement danois et un montant similaire de deux régions — la région de la capitale (Hovedstaden) et le Jutland central (Midtjylland). Le reste, environ 80 000 euros, est versé par les sociétés participantes».

Dans le climat financier actuel, l'aide, en particulier le financement européen, est indispensable. Peter Koppel est très clair sur ce point, «Ce projet a remotivé les sociétés participantes à se concentrer sur la croissance, l'internationalisation et le professionnalisme dans la gestion en vue de garantir une survie à long terme».

Un deuxième volet du projet a vu se joindre à lui 22 entreprises plus importantes. Conformément aux premières évaluations de l'EBST, explique M. Koppel, «Fashion Accelerator a influé sur les capacités d'innovation et de coopération pour 65 % des 15 entreprises constituant le premier groupe».

De toute évidence, le financement européen en faveur de ce projet et d'autres projets similaires s'est révélé essentiel et approprié pour contribuer au développement du potentiel de ces entreprises.

LE PROJET COUVRE UNE PÉRIODE ALLANT DE 2008 À LA FIN DE 2010

Coût estimé du projet: 1 592 000 euros

Contribution du FEDER: 50 %

Gouvernement danois: 23 %

Région du Grand Copenhague & Jutland: 22 %

Sociétés participantes: 80 000 euros

POUR EN SAVOIR PLUS:

www.startvaekst.dk

COHÉSION EUROPÉENNE: FAIRE JOUER LA DIVERSITÉ

Le but de la politique de cohésion — ou politique régionale — est de garantir que personne ne soit distancé, en encourageant toutes les villes et régions d'Europe à exploiter de manière optimale leurs atouts et potentiels respectifs. L'enjeu majeur consiste à rapprocher les régions en termes économiques et sociaux, à réduire les disparités et à s'orienter vers un développement équilibré dans toute l'UE. Le traité de Lisbonne a élevé l'objectif de la «cohésion territoriale» au statut de traité, en reconnaissant de manière explicite la diversité territoriale européenne et en soutenant la nécessité de convergence.

La stratégie Europe 2020 — la nouvelle feuille de route de l'UE pour une croissance économique durable — reconnaît le rôle stratégique de la politique de cohésion de l'UE. Publiée par la Commission européenne en mars, la nouvelle stratégie prévoit la création d'une «économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion économique, sociale et territoriale». Parmi les cinq grands objectifs exposés dans la stratégie, deux font directement référence à la cohésion: d'ici 2020, 75 % de la population entre 20 et 64 ans devrait être employée, et 20 millions de personnes au moins devraient cesser d'être confrontées au risque de pauvreté.

Les aides structurelles pour des changements concrets

La politique de cohésion européenne est la mieux placée pour contribuer à ces objectifs, en utilisant ses mécanismes de financement — les Fonds structurels — pour traduire les objectifs



d'Europe 2020 en projets concrets sur le terrain. Créer plus d'emplois, et de qualité, en Europe est déjà l'une des priorités de la politique de cohésion pour la période 2007-2013 en cours. De plus, 11 milliards d'euros au total ont été affectés à l'inclusion sociale pendant cette période, et sont utilisés pour réduire la pauvreté et la ségrégation auxquelles sont exposées certaines communautés marginalisées comme les minorités ethniques, les personnes handicapées ou les personnes âgées.

LA RÉGÉNÉRATION URBAINE AU CŒUR DE LA COHÉSION

Les défis urbains: gérer les contrastes résultant de la coexistence de nouvelles possibilités et de la misère.

Les villes présentent les plus grandes perspectives d'emploi, mais comportent également des zones de grande misère.

La solution: cibler les quartiers défavorisés pour réduire les disparités intra-urbaines et permettre un développement socio-économique urbain.

Comment? En identifiant les besoins des communautés locales et en les impliquant dans la régénération.

Prouvez-le! Deux exemples récents intègrent de meilleurs logements pour des communautés marginalisées et des bâtiments aux performances énergétiques élevées. Cela a été rendu possible par de nouvelles règles dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER).

La création d'un sens d'appropriation locale

La cohésion ne peut être simplement imposée d'en haut. Elle dépend, dans une large mesure, de l'initiative des différentes villes et régions d'Europe. La politique de cohésion reconnaît cela en favorisant le développement de partenariats solides entre les parties prenantes locales, les différents niveaux d'administration et les citoyens eux-mêmes. Elle encourage également les contacts entre les régions et les villes. Ceux-ci peuvent prendre la forme d'échanges d'informations et de bonnes pratiques, de coopération territoriale, et notamment de possibilités d'apprentissage et de mise en réseau telles que les OPEN DAYS.

Faire la démonstration de la solidarité européenne est particulièrement crucial à la suite de crises financières, économiques et sociales. D'autres défis tels que la mondialisation, le changement climatique, la sécurité énergétique, les changements démographiques et la polarisation sociale ne manqueront pas à l'avenir d'influer également sur les disparités sociales et économiques. Favoriser la cohésion demeurera donc un enjeu important pour la politique de cohésion européenne. Les ateliers consacrés à la cohésion, à l'occasion de l'édition 2010 des OPEN DAYS, constituent un point de départ propice à une réflexion sur la manière dont cela peut être réalisé.

Le football unit des communautés divisées

Le sport est un moyen très efficace de surmonter les barrières sociales. Il peut avoir un impact exceptionnel sur des sociétés divisées comme dans le cas notamment de l'Irlande du Nord. Depuis plusieurs années, le sectarisme religieux des supporters de l'équipe de football d'Irlande du Nord empoisonnait l'atmosphère des matchs de l'équipe nationale, provoquant un malaise parmi ses supporters, allant même jusqu'à les éloigner du stade. Cela en dépit du fait que l'équipe nord-irlandaise a toujours été composée de joueurs appartenant aux deux communautés, protestante et catholique.

Football for All

«Football For All», une initiative de l'Association de football d'Irlande du Nord (*Irish Football Association*), créée en 1998, a scellé un partenariat avec le Conseil des relations communautaires d'Irlande du Nord (*Northern Ireland Community Relations Council*), le Conseil des sports d'Irlande du Nord (*Sports Council Northern Ireland*) et l'Association des clubs de supporters officiels d'Irlande du Nord (*Amalgamation of Official Northern Ireland Supporters Clubs*) afin de se pencher sur le problème du sectarisme dans le football. Cette initiative a été encouragée et soutenue par le programme européen PEACE dont l'objectif global est de promouvoir la paix et la réconciliation en Irlande du Nord.

Des supporters dévoués de l'Irlande du Nord ont été eux-mêmes les catalyseurs du changement. Ils en avaient assez du sectarisme qui gangrenait les matchs et ils ont décidé de leur propre chef de favoriser une atmosphère plus amicale. Il s'agit d'un projet à long terme cherchant à créer parmi les supporters la même atmosphère d'inclusion qui règne dans les équipes nationales et internationales défendant les couleurs de l'Irlande du Nord. Les résultats de ce dévouement se sont fait progressivement sentir depuis huit ans, entraînant une augmentation importante du nombre d'aficionados de l'équipe d'Irlande du Nord.

Le soutien et le dévouement avec lesquels les supporters d'Irlande du Nord se sont attaqués au sectarisme ont reçu une reconnaissance internationale non seulement en provenance de l'UE mais aussi du CIO (Comité international olympique), du Brussels International Supporters Award soutenue par l'UEFA, des Metro Éireann Media and Multi-Cultural Awards (Irlande) et des Sports Business ISEM Awards (RU).



LE FESTIVAL DU RESPECT

Il s'est tenu en mars 2009 avant un match qui opposait la Pologne et l'Irlande du Nord sur le terrain du Crusaders Football Club, situé dans le Nord de Belfast. C'était une manifestation interculturelle et intercommunautaire impliquant des supporters polonais et nord-irlandais, qui offrait au public une initiation gratuite au football, au maquillage pour supporter et un match amical pour supporters.

L'HISTOIRE DE WORLD UNITED

Il s'agit de la propre équipe de football interculturelle de Belfast, constituée de joueurs qui sont des réfugiés et demandeurs d'asile originaires du monde entier.

Informations clés:

- créée en 2003 par le Service des relations intercommunautaires de l'Association de football d'Irlande du Nord (*IFA Community Relations Department*);
- dirigée par l'IFA en coopération avec le Conseil nord-irlandais pour les minorités ethniques (*Northern Ireland Council for Ethnic Minorities, NICEM*) et PEACE II;
- objectif: constituer une équipe de football reflétant la population de plus en plus variée de l'Irlande du Nord et représentant un vecteur d'intégration sociale.

World United affiche une vraie diversité aux yeux des gens du pays. Elle permet également d'accueillir les nouveaux arrivants en provenance de l'étranger et de les aider à s'adapter à la communauté d'accueil en leur offrant des perspectives socio-économiques. Les joueurs eux-mêmes ont animé des ateliers de lutte contre le racisme en partenariat avec les services de police d'Irlande du Nord (PSNI) et l'IFA dans tout Belfast.

POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.worldunitedni.co.uk/index.html>

Combattre le racisme par le sport

Bien plus loin, en Roumanie, en Italie, en Bulgarie et en Albanie, le projet pilote «Rejoignez-nous et soyez les acteurs du changement!» («*Come with us and be the change!*») vise principalement l'intégration du peuple Rom. Financé au titre du FEDER, il permet d'envisager plusieurs approches différentes de l'intégration. L'une d'elles concerne «la lutte contre le racisme par la pratique des sports», et elle comptera également sur la participation de personnalités du sport en Italie et en Roumanie afin de défendre l'entente raciale. Le projet vise à obtenir un soutien de l'UEFA ainsi que du réseau FARE (Football contre le racisme en Europe) et de la FIFA afin de financer une campagne commune contre le racisme en Europe.



«LOVE FOOTBALL. HATE BIGOTRY»

Cette campagne publicitaire de mars 2009 illustre le logo du FEDER. Le motif, bien visible et à dominante verte, figurait sur les panneaux d'affichage de Belfast et, avant les matchs, une banderole faisait le tour du terrain de Windsor Park (le stade de l'équipe d'Irlande du Nord).

RENFORCER LA COOPÉRATION GRÂCE AUX MACRO-RÉGIONS

De la mer Baltique au bassin du Danube — les macro-régions comme modèles de coopération pour l'UE

Les macro-régions appliquent les mêmes principes de politique régionale, mais à une super-échelle, afin d'éviter les obstacles géographiques artificiels ou les frontières nationales. Leur pertinence fait partie intégrante d'une réflexion plus étendue sur l'avenir de la politique de cohésion de l'UE après 2013. Cet article nous permet de faire la lumière sur deux de ces régions, la région de la mer Baltique et le bassin du Danube. Que peuvent-elles nous apprendre sur la coopération régionale?

Pour que les rêves danubiens deviennent réalité

Le Danube est l'un des fleuves d'Europe les plus évocateurs, faisant surgir des images de valse majestueuses et l'élégance de temps révolus. C'est aussi une route majeure serpentant vers l'est à travers le continent depuis la Forêt Noire pour aller se jeter dans la Mer Noire, à presque 3 000 kilomètres de là.

La Commission travaille à présent au développement de l'énorme potentiel de cette vaste région. La stratégie du Danube sera présentée par la Commission à la fin de 2010, et elle constitue la deuxième du genre à être développée à l'échelle macro-régionale.

DE LA NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION ÉTROITE

En reliant 14 pays, dont huit font partie de l'UE et six sont actuellement en dehors, le Danube constitue un point de convergence commun pour les 115 millions de personnes vivant dans son aire. Il coupe à travers les frontières nationales. Ce qui se passe sur une partie de cet axe fluvial majeur peut avoir un effet dévastateur des centaines de kilomètres plus loin, ainsi que l'apprennent à leurs dépens les victimes des pollutions, inondations et goulets d'étranglement.

Cette initiative permettra de mettre fin à l'héritage inégal du passé, alors que d'énormes disparités économiques, sociales et infrastructurelles s'étaient développées entre des pays, jadis partenaires naturels, et qui ont été, pendant des décennies, artificiellement séparés par le rideau de fer.

Voir loin sur la Baltique

La stratégie européenne de la mer Baltique a été lancée l'année dernière; elle réunit huit États membres (Suède, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Lituanie et Pologne) pour

faire face à des problèmes urgents, parmi lesquels la détérioration de la mer Baltique, la qualité médiocre des réseaux de transport, les entraves aux échanges et les problèmes d'approvisionnement énergétique — problèmes accentués par un manque de coordination efficace.

Quatre-vingt projets emblématiques ont été sélectionnés comme, par exemple, le «Rail Baltica» à grande vitesse qui reliera Varsovie à Tallinn d'ici à 2013, l'interdiction progressive de l'utilisation des phosphates dans les détergents, et un «plan d'interconnexion des marchés énergétiques». La mise en route d'un certain nombre de projets a déjà commencé.

Rassembler les vraies compétences

Le succès de ces deux initiatives macro-régionales dépendra de l'engagement des individus, des organisations et institutions connaissant bien les problèmes rencontrés et conscients des possibilités offertes. La Commission traitera l'ensemble des contributions des parties prenantes au sein d'une stratégie cohérente.

Cette opération peut couvrir toute une série de thèmes: transport, énergie, environnement, prévention des risques, développement socio-économique, éducation et culture. Les propositions, qui devront être aussi pratiques et concrètes que possibles, auront les meilleures chances de succès. Le bassin du Danube abrite par exemple plus de 300 espèces d'oiseaux, dont certaines très rares, et une action d'urgence est requise pour que leur existence ne soit pas menacée par la pollution industrielle et agricole. Le réseau des voies navigables recèle également un grand potentiel de développement. Actuellement, la navigation sur le Danube représente à peine 10 % de la navigation sur le Rhin.

Les projets finalement retenus seront financés à partir des budgets et programmes régionaux, nationaux, européens existants, plutôt que de dépendre de nouveaux financements; ils viseront à exploiter tout le potentiel des montants considérables disponibles dans ces deux régions.

La question de savoir si les macro-régions pouvaient devenir un instrument important pour la programmation et l'exécution du financement communautaire pourrait se révéler essentielle dans ce plus vaste débat, et l'une des questions qui constitueront un point de débat central pour plusieurs des ateliers et séminaires de l'édition 2010 des OPEN DAYS.



La stratégie européenne de la mer Baltique se confronte à des défis urgents pour restaurer et préserver la beauté du littoral de la mer Baltique

Simplifier l'organisation d'une macro-région – GECT

Les groupements européens de coopération territoriale (GECT) fournissent aux groupes de régions de différents États membres un moyen de se réunir et de travailler ensemble à une série d'exigences légales. Cela simplifie la situation, étant donné qu'il n'y a aucune ambiguïté quant aux lois nationales qu'ils devraient observer et dès lors que le groupe dispose d'une identité juridique, signifiant que les régions peuvent détenir des actifs, engager du personnel et créer leur propre structure.

Ce système a été établi par le règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006.

Que peut faire un GECT?

Un GECT peut être mis en place pour organiser et gérer des programmes ou projets de coopération transfrontaliers, transnationaux ou interrégionaux. Un GECT peut également être constitué pour d'autres actions de coopération, avec ou sans contribution financière de l'Union européenne.

En même temps, un GECT est potentiellement une plateforme pour un développement régional global transfrontalier permettant l'élaboration de politiques et leur mise en œuvre pratique.

GECT — permettre aux groupes de régions d'établir:

des transports transfrontaliers

des services de santé

des agences communes de l'énergie pour l'utilisation de ressources renouvelables

des systèmes d'information bilingues dans les régions frontalières

un projet de coopération au titre du programme-cadre de recherche et de développement technologique

Comment un GECT est-il constitué et par qui?

Les GECT peuvent être constitués par des autorités régionales, locales et/ou centrales/nationales ou par d'autres organismes de droit public (par ex. des universités, musées, agences de développement régional, etc.) ou des associations de ces autorités ou organismes.

Les futurs membres du GECT doivent signer une convention et adopter des statuts, qui doivent être notifiés aux autorités nationales compétentes. Celles-ci ont trois mois pour approuver la participation de ces membres, avec l'obligation de justifier toute décision de refus en faisant référence au règlement. Les membres du GECT doivent être établis dans au moins deux États membres; la participation de membres de pays tiers n'est pas exclue, mais soumise à d'autres conditions supplémentaires.

Malgré les retards, les États membres auraient dû adopter à la mi-2007 des lois nationales ou des mesures administratives pour mettre en œuvre le règlement relatif à un GECT. Mais cette étape est maintenant plus ou moins achevée.

Faire passer le GECT à un niveau supérieur

D'ici le 1^{er} août 2011, la Commission doit présenter un rapport sur l'application du règlement relatif à un GECT comportant, le cas échéant, des propositions d'amendement, et il est probable que ce rapport visera à clarifier et simplifier le système.



L'EURODISTRICT SAARMOSELLE

Le territoire de SaarMoselle sur la frontière franco-allemande regroupe une population de plus de 1,1 million d'habitants et ne représente qu'une partie du programme de coopération transfrontalière pour la Grande région. Les accords de coopération ont été engagés il y a plus de 10 ans par l'association «Zukunft SaarMoselle Avenir» et ont donné lieu à la réalisation d'un certain nombre de projets transfrontaliers.

Aujourd'hui, les élus locaux veulent poursuivre cette coopération transfrontalière. Des projets à présenter par le GECT devraient être cofinancés au titre du programme de coopération et seraient susceptibles de couvrir l'aménagement de l'espace au niveau transfrontalier, le tourisme, la formation bilingue ou le développement socio-économique conjoint.

LA COOPÉRATION AU-DELÀ DE L'UE

Des questions bien connues, des mondes différents

Les défis liés au rapprochement de régions différentes ont permis à l'UE d'acquérir une large expérience en termes de politique de cohésion. Des projets d'infrastructures à grande échelle aux mesures de renforcement des communautés, la Commission européenne a étudié tous les aspects du problème. À présent, des pays extérieurs à l'UE bénéficient de cette expérience, alors qu'ils adaptent les concepts de la politique régionale à leur propre situation nationale.

En déplaçant le centre d'intérêt d'une petite section de la direction générale de la politique régionale des régions les moins développées de l'UE vers l'établissement de relations avec des pays tiers, nous nous retrouvons souvent en face de pays dont les régions affichent des résultats économiques très contrastés, et qui sont de plus en plus considérés comme les futurs moteurs de la croissance économique mondiale. Nous pensons à des pays comme le Brésil, la Chine et la Russie. Nous traitons également avec des États qui ne sont pas éligibles au Fonds européen de développement régional et ne le seront jamais.

Alors pourquoi le faire?

La première réponse vient de l'édition 2006 des OPEN DAYS, quand le professeur Michael Spence a invité l'UE à partager sa très grande expérience et sa réussite en matière de politique régionale avec d'autres pays cherchant à atteindre les mêmes objectifs. Il se faisait l'écho de commentaires de la même veine provenant des Nations unies et de l'OCDE. Le Parlement européen, allant au-delà d'un soutien moral, a élaboré un budget de projet pilote spécial disponible ces deux dernières années, afin que la promotion de la politique régionale de l'UE à l'échelle mondiale ne soit pas une charge pour le FEDER. Nous nous en servons pour organiser des conférences, des séminaires et des visites d'étude que peuvent inclure les OPEN DAYS.

Deuxièmement, l'Europe peut tirer profit de l'expérience d'autrui, et nous avons toujours privilégié le dialogue plutôt que l'imposition de solutions toutes faites. Les pays tiers désireux de travailler avec la DG REGIO doivent s'engager à participer pleinement à un dialogue et contribuer à cette discussion de façon significative.

Troisièmement, ces échanges d'expériences peuvent favoriser les relations extérieures de l'UE, étant donné qu'ils constituent une contribution particulièrement utile aux objectifs du développement économique et de la coopération transfrontalière. Autrement dit, ils sont un bon moyen d'encourager des relations véritablement plus proches avec des pays du voisinage de l'Union européenne tels que les membres du partenariat oriental que sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Qui participe?

En 2006, l'UE a signé des protocoles d'accord formels concernant le dialogue sur la politique régionale avec le Brésil, la Chine, la Russie et l'Ukraine. La DG a également développé des contacts avec un certain nombre d'autres pays tels que l'Afrique du Sud et des membres du partenariat oriental, ainsi qu'avec des associations régionales du reste du monde comme le MERCOSUR, l'UEMOA et l'ASEAN.

L'événement des OPEN DAYS joue un rôle significatif dans le développement de ces contacts. Les pays des protocoles d'accord doivent organiser des séminaires annuels de haut niveau, et la semaine des OPEN DAYS est le moment idéal pour le faire.

Les intervenants et participants des pays tiers avec lesquels nous travaillons peuvent être invités à Bruxelles grâce au projet pilote du Parlement européen, souvent intégré à une visite d'étude de plus grande portée dans d'autres régions de l'UE. La dimension «internationale» des OPEN DAYS est passée d'à peine deux séminaires de haut niveau d'un jour en 2006 à une série de huit séminaires internationaux «officiels» et plusieurs autres situés ailleurs dans le programme consacré aux questions de coopération transfrontalière.

Ce regain d'intérêt démontre que les OPEN DAYS deviennent un forum d'échange sur la politique régionale comportant une note véritablement internationale. En 2010, nous savons que nous aurons des participants brésiliens, russes et ukrainiens (le séminaire avec la Chine se tiendra cette année à l'exposition de Shanghai). Et nous attendons également des visiteurs indiens, japonais, arméniens, géorgiens, moldaves, ainsi que des Africains du Sud et de l'Ouest.

En fait, il n'y a aucune restriction. Les participants peuvent, et ils le font, venir de n'importe où. Beaucoup de relations de coopération sont scellées lors des OPEN DAYS qui donnent lieu à des projets et des échanges d'expérience transfrontaliers partout dans le monde.



Publiée en 2009, la brochure intitulée «La Politique régionale européenne et les pays extérieurs à l'UE» donne un aperçu de la Politique régionale européenne et explore comment l'expérience européenne peut être partagée avec des régions extérieures à l'UE. La brochure est disponible en anglais, en français, en espagnol, en portugais, en chinois, en russe et en ukrainien.

POUR EN SAVOIR PLUS:

http://ec.europa.eu/regional_policy/international/index_en.htm

Partage des connaissances dans le village mondial: Brésil

La coopération avec le Brésil, où l'expérience européenne en matière de politique régionale est très respectée et exerce déjà une influence sur la politique, a été très intense et couronnée de succès. Le Brésil et l'Union européenne doivent faire face à divers défis similaires dans leurs processus d'intégration respectifs. Aujourd'hui, ces défis revêtent plusieurs formes, reflétant la diversité des biens économiques en plus des différences dans l'impact géographique de la compétition mondiale, du changement climatique, du modèle de dépendance énergétique et des changements démographiques.

Le Brésil, avec une population de 190 millions d'habitants et un territoire deux fois plus grand que l'UE, est confronté à des écarts de développement régional considérables entre le nord et le sud plus avancé, ainsi qu'à des problèmes de coopération transfrontaliers. Réduire les inégalités régionales et conforter le développement «endogène» dans chaque région sont les objectifs principaux de la politique nationale brésilienne pour le développement régional, qui a été officialisée en février 2007.

Sur cet arrière-plan, en novembre 2007, le ministre brésilien pour l'intégration nationale, Geddel Vieira Lima, et la commissaire européenne pour la politique régionale, Danuta Hübner, ont signé un protocole d'accord, visant à instaurer un dialogue structuré sur la politique régionale. Il a amélioré la compréhension réciproque et promu la coopération bilatérale qui, en retour, a ouvert de nouveaux canaux de communication.

En 2008, il a été convenu d'un programme de coopération (2009-2011) avec un certain nombre de mesures dans deux domaines essentiels:

- l'échange d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques. Cela impliquant de préparer les décideurs et personnels à différents niveaux de pouvoir aux défis de la mise en œuvre des politiques régionales;

- le soutien technique en vue de renforcer la capacité stratégique, les pratiques de contrôle et d'évaluation dans les plans et programmes régionaux intégrés. Soutenir également la mise en œuvre de projets pilote sur la frontière du Brésil et de la Guyane française.

Qu'a-t-on fait jusqu'ici?

Sept séminaires et conférences de haut niveau ont eu lieu au Brésil et dans l'UE depuis lors, ainsi que trois programmes de formation au Brésil et huit visites d'étude vers l'UE, en plus d'un certain nombre d'échanges et de missions techniques, afin de voir sur le terrain comment la politique régionale est mise en œuvre.

Des représentants brésiliens ont régulièrement pris part aux OPEN DAYS (notamment, en 2007, lors d'une grande exposition intitulée «Expo-régions») et aux expositions du développement régional («Mostras») organisées par les autorités brésiliennes en mars 2009 (Salvador de Bahia) et en mars 2010 (Florianópolis). La «Mostra», largement inspirée des OPEN DAYS, a rassemblé des institutions et autorités nationales et régionales, des représentants de l'UE, des représentants des entreprises et des coopératives, des universitaires, des fournisseurs de services et d'infrastructure importants en vue d'une série de présentations, de discussions et d'échanges d'expériences sur des thèmes liés au développement régional.

En 2009, le dialogue est passé à la vitesse supérieure, impliquant directement des régions de part et d'autre. En particulier, un échange de programmes pour des représentants de cinq «mésorégions» brésiliennes (régions prioritaires dans l'élaboration de la politique brésilienne) a été organisé en octobre 2009 pour visiter des régions européennes en vue de voir et de discuter la manière dont la politique régionale est définie et mise en œuvre. Cet échange a montré à quel point la coopération entre régions peut relancer le développement économique et de quelle façon la diversification des économies urbaines et rurales peut mener à une croissance globale plus élevée.



Danuta Hübner et Geddel Vieira Lima signent un protocole d'accord

ENTRETIEN AVEC LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ DES RÉGIONS



Mercedes Bresso s'entretient avec Panorama

La nouvelle présidente du Comité des régions, Mercedes Bresso, offre à Panorama un aperçu sur les OPEN DAYS

Quelle a été la motivation première qui a présidé au lancement des OPEN DAYS en 2003?

La première année, les OPEN DAYS signifiaient, au sens propre, des «journées ouvertes» à une dizaine de bureaux régionaux situés à Bruxelles, qui

donneraient l'occasion de discuter de questions européennes avec des représentants des régions. Les bureaux régionaux installés à Bruxelles sont restés le moteur des OPEN DAYS. Ils partagent une part importante de la charge de travail et contribuent sensiblement au succès de cet événement. Entre-temps, le Comité des régions joue le rôle d'intermédiaire entre les régions et les villes ainsi que les décideurs européens.

Quelles ont été jusqu'ici les plus grandes réalisations des OPEN DAYS, et que peut-on attendre de 2010?

Les OPEN DAYS sont désormais un événement annuel permanent dans le calendrier de la politique régionale européenne. Des manifestations ont lieu à Bruxelles et dans toute l'Europe, où plusieurs centaines d'événements locaux sont organisés chaque année. Ils constituent une possibilité fantastique de réseautage à grande échelle. L'un des objectifs principaux du Comité des régions est de donner voix et visibilité aux préoccupations régionales et locales à l'échelle de l'Europe.

Les OPEN DAYS 2010 serviront de vitrine aux régions d'Europe, leur donnant l'occasion de montrer qu'elles ont de l'importance quand il s'agit de rendre l'économie plus compétitive, plus verte et plus inclusive. Les présidents, ministres et maires de région seront en mesure d'utiliser ces événements pour faire entendre leurs voix à Bruxelles. Avec toutes les institutions de l'UE participant à l'événement, ils peuvent être sûrs qu'ils seront entendus. Y a-t-il, pour les régions, meilleure façon d'influer sur les dures négociations à venir concernant le budget européen, et notamment les mesures financées par le FEDER?

Y a-t-il une chose dont vous êtes particulièrement fière?

Année après année, de nombreux participants viennent de loin pour nous rejoindre à l'occasion des OPEN DAYS. Ils investissent du temps et de l'argent parce qu'ils voient que le jeu en vaut la chandelle. Nous sommes également fiers de la coopération bien établie entre le Comité des régions et la DG REGIO; grand exemple de partenariat interinstitutionnel. La coopération étroite avec les bureaux régionaux montre aussi que l'Europe en tant qu'édifice est le produit de la collaboration entre ses peuples.

La Commission européenne s'apprête à adopter le 5^e rapport sur la cohésion en novembre 2010. Qu'espérez-vous lui entendre dire de la future politique de cohésion après 2013?

La politique de cohésion après 2013 doit demeurer fidèle à ses principes et suffisamment efficace pour donner à l'argent une valeur durable. Le besoin le plus grand sera de créer une politique de cohésion qui soit accessible à quiconque souhaite réaliser un projet, qu'il soit public ou privé. Une simplification radicale sera nécessaire pour éliminer certains textes et procédures bureaucratiques.

La politique de cohésion est la seule politique européenne qui soit adaptée aux besoins de développement des régions. Après la crise économique, nous en avons plus que jamais besoin. Elle incarne le modèle social européen, offrant aux citoyens européens des perspectives où qu'ils se trouvent, et elle doit continuer de relever les défis qui se présentent. Nous croyons qu'elle doit rester une politique européenne qui promeut la coopération territoriale. Il faut s'opposer à toutes les tentatives visant à la renationaliser, ou à limiter son champ d'application à certaines régions seulement.

Si vous deviez résumer les avantages des OPEN DAYS en un mot, que diriez-vous?

Les OPEN DAYS placent les représentants et participants des régions au cœur des débats sur la politique régionale. Nul ne peut remplacer une présence sur le terrain. Les participants peuvent discuter avec des experts de la politique régionale venus des quatre coins de l'Europe — fonctionnaires, sociétés privées, experts des institutions financières, universitaires et journalistes. En bref: c'est là qu'il faut être pour quiconque prend part à la vie régionale ou locale.

VENEZ NOUS VOIR

Coup de projecteur sur quelques projets présentés au cours des OPEN DAYS

Cette année, quantité de projets cofinancés par la politique de cohésion européenne seront présentés dans les régions, dans le cadre d'ateliers et dans les locaux de la direction générale de la politique régionale.

Développer la société de l'information, accélérer le transfert de compétences, soutenir l'investissement dans les personnes, encourager la coopération transfrontalière et cofinancer des projets d'infrastructure — toutes ces activités permettent aux régions d'atteindre de manière durable un taux de développement économique plus rapide.

Venez et rejoignez-nous aux déjeuners réseautage («*networking lunches*»), sous la tente spéciale et sur la scène des OPEN DAYS pour en apprendre davantage sur les projets cofinancés par le FEDER!

Déjeuners réseautage

12 projets seront présentés au cours de trois déjeuners réseautage:

Mardi 5 octobre, 13 h 15 — 14 h 15 (bâtiment CSM2):

«À LA RENCONTRE DES PROJETS — COMMENT LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE CONTRIBUE À L'ÉCONOMIE VERTE»

Figureront parmi les principaux intervenants:

- Walter Freudenthaler, Le pôle construction écologique de Basse-Autriche
- Chris Ashe, «Build with CaRe» (Carbon Reduction), programme INTERREG IVB mer du Nord (2007-2013), Région Västra Götaland
- Professeur Phil Jones, directeur de l'École nationale galloise d'architecture de l'université de Cardiff et président de l'Institut de recherche sur la réduction des émissions de CO² («*Low Carbon Research Institute (LCRI)*»), programme énergétique du LCRI
- Adwin Martens, chef de projet, Région de l'économie de l'hydrogène, Flandre (BELGIQUE)

Mardi 5 octobre, 13 h 15 — 14 h 15 (bâtiment CSM1):

«À LA RENCONTRE DES PROJETS — L'INNOVATION DANS LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE»

Figureront parmi les principaux intervenants:

- Heikki Immonen, coordinateur d'innovation, projet ACE — Collaboration de pointe pour projet d'entrepreneuriat («*Advanced Collaboration for Entrepreneurship*»), programme TULI (FINLANDE)
- Päivi Iskanius, chef de projet, Plateforme nord de recherche et d'innovation («*Northern Research and Innovation Platform*»), Université de Oulu (FINLANDE)
- Alie Tigchelhoff, directrice, Utrecht Science Park (PAYS-BAS)
- Helen Armstrong, Agence de développement régional One North East, Régions européennes pour une productivité innovante, programme Interreg mer du Nord.

Sous la tente des OPEN DAYS

Du 4 au 7 octobre, beaucoup d'autres projets seront présentés au moyen de dépliants et de vidéos sous la tente des OPEN DAYS située en face du bâtiment CSM2.

Sur la scène des OPEN DAYS

La scène des OPEN DAYS, comme cela était le cas l'année dernière, sera montée en face de l'entrée principale du bâtiment du Berlaymont. Certaines régions présenteront des projets musicaux, chorégraphiques et théâtraux. Ces représentations auront lieu entre 12 h 30 et 14 h 30 les 5 et 6 octobre.

COMMENT NOUS TROUVER...

Les bâtiments de la politique régionale sont situés Avenue de Tervuren 41, à 1040 Bruxelles, aisément accessibles par les transports en commun: Station de métro Mérode — Sortie «Prince Jean de Mérode».

Mercredi 6 octobre, 13 h 15 — 14 h 15 (bâtiment CSM2):

«À LA RENCONTRE DES PROJETS — L'UTILISATION DES TIC DANS LES PROJETS TRANSFRONTALIERS»

Figureront parmi les principaux intervenants:

- Matthias Wevelsiep, Le programme «Baltique centrale» — IleP (Intégration des immigrants par l'eParticipation)
- Kristiāns Godiņš, directeur de l'administration de la région d'aménagement de Kurzeme, (Amélioration des capacités transfrontalières en matière de formation continue), programme Lettonie-Lituanie
- Preti Alberto: Accès centré sur les connaissances des PME d'Europe centrale à des solutions de transport transnational efficaces («*Knowledge-enabled Access of Central Europe SMEs to Efficient Transnational Transport Solutions*»), KASSETS)
- Paola Baravalle, Le projet Promo Terroir, programme Alcotra 2007-2013 — Région PACA & Regione Piemonte



OPEN DAYS 2009, concert devant le Berlaymont

COMMENT TOUT A COMMENCÉ

Les petits ruisseaux font les grandes rivières

Un forum primé pour ses ateliers, ses séminaires et les possibilités de mise en réseau qu'il offre à tous ceux qui s'intéressent à la politique régionale ou s'engagent à développer et améliorer leurs régions — voici ce que sont les OPEN DAYS.

Lors de leur lancement en 2003, les OPEN DAYS étaient une initiative modeste. Avec seulement 16 séminaires et 10 villes et régions participantes, personne n'imaginait qu'en l'espace de quelques années, les OPEN DAYS deviendraient l'événement majeur du calendrier de la politique régionale en Europe. Les participants aux OPEN DAYS de 2003 ne s'étaient pas inscrits à un atelier ou séminaire précis, mais circulaient plutôt à travers des portes ouvertes, en observant ce que les bureaux régionaux et le CdR faisaient au jour le jour.

Comment tout cela a-t-il commencé?

Dans sa forme présente, les OPEN DAYS ont en fait vu le jour à Sète (France) en 2003. Un soir d'été, au cours d'un dîner tardif, des collègues du CdR et de la DG REGIO ont longuement réfléchi à la manière même de donner davantage de visibilité aux OPEN DAYS.

L'une des idées était de créer une université d'été dont les séminaires porteraient sur des thèmes spécifiques. Une autre idée était d'étendre les OPEN DAYS institués par les bureaux régionaux à une période plus avancée de l'année, mais sur une échelle beaucoup plus modeste. Mais pourquoi ne pas combiner les deux? Les bureaux régionaux de Bruxelles continueraient d'ouvrir leurs portes une fois par an, mais sous la forme structurée de séminaires et d'ateliers bâtis autour de quelques thèmes sélectionnés. L'idée était lumineuse!

Un événement complexe du point de vue de son organisation

À peine une édition s'achève-t-elle que la planification de celle de l'année suivante commence. Une fois les évaluations analysées, les différentes équipes du CdR, de la DG REGIO et des régions et villes partenaires s'asseyent pour discuter de la manière dont on peut améliorer la prochaine édition!

Qui fait quoi?

Au CdR, trois membres du personnel travaillent toute l'année à la préparation du programme, tandis qu'à la DG REGIO, il y a un membre du personnel employé à temps plein qui travaille toute au long de l'année sur la contribution de la Commission européenne. Cette tâche consiste à inviter les différentes directions générales et agences à participer et à garantir que toutes les salles seront équipées des bons supports, notamment en ce qui concerne le matériel d'interprétation.

Pour ce qui est de la participation des partenariats régionaux, le travail n'est pas moins compliqué. Avec les partenariats régionaux comprenant souvent sept régions ou villes, voire davantage, il convient de trouver un accord non seulement sur les titres des ateliers ou les locaux, mais aussi sur les porte-parole de chacun des ateliers.

Et dès que commence la première semaine d'octobre...

Plus de 6 000 participants venus de l'Europe entière et de plus loin arrivent à Bruxelles, et la fête peut alors réellement commencer! Les décideurs politiques locaux et régionaux en visite sont escortés à travers Bruxelles dans les divers ateliers et points de réunion, les journalistes cherchent à interroger leurs représentants politiques locaux ou régionaux, et la plupart des personnes essaient juste de savoir où se trouve l'atelier suivant! Vous contribuez à ce qui fait des OPEN DAYS un événement à part, et nous sommes heureux de vous y accueillir.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Régions + villes partenaires	10	67	106	135	212	216	213	245
Partenariats régionaux	-	11	16	14	24	22	24	28
Nombre de séminaires	16	64	66	135	150	145	122	130
Nombre de lieux de réunion	10	12	24	37	44	35	26	31
Participants individuels	1 200	2 000	2 500	4 000	5 500	7 400	6 046	6 000*
Journalistes			70	122	240	275	331	300*
Stands du Café des investisseurs/ Meeting Place				110	160	150	aucun	59
Manifestations locales dans les régions				50	95	220	233	260

* nombre de participants attendus

LES PÈRES FONDATEURS DES OPEN DAYS

Qui est à l'origine de l'idée?

Panorama s'est entretenu avec les «pères fondateurs» des OPEN DAYS — Charles White, administrateur en charge des affaires internationales à l'unité communication, Laurent Thieule, directeur de la communication au Comité des régions (CdR), et Wolfgang Petzold, maintenant chef de l'unité «Événements» au CdR.

Comment l'idée des OPEN DAYS vous est-elle venue?

W.P.: Lorsque j'ai commencé à travailler pour la DG REGIO, je venais d'une autorité de gestion du FEDER. À mes yeux, il était évident que la mise en œuvre des fonds était une question de communication de dimension européenne, et j'avais en tiroir l'idée d'une «université d'été» pour gestionnaires de fonds. En rencontrant d'autres collègues du CdR, ceux-ci avaient détecté un besoin de communication entre les bureaux régionaux qui doivent organiser une communication à double sens entre Bruxelles et les régions. Le CdR a inauguré une «journée ouverte» des bureaux régionaux en 2003, et ils ont découvert que cela avait suscité un immense intérêt. L'année suivante, nous organisons le premier événement conjointement avec la DG REGIO et le CdR.

Comment expliquez-vous le succès de cet événement?

L.T.: Nous avons créé une plateforme de communication reliant les administrateurs européens aux régions mettant en œuvre les politiques. C'est une situation dans laquelle tous sont gagnants: les décideurs peuvent juger sur pièce la manière dont sont mises en œuvre leurs politiques, alors que les régions ont l'occasion de présenter leurs bonnes pratiques.

Une autre raison de ce succès, c'est que l'événement évolue sans cesse. En lançant les événements locaux, l'«Université des OPEN DAYS»,

ou en décidant d'inviter des sociétés privées, nous alimentons cet événement de nouvelles idées.

C.W.: Il est très important que les gens sachent qu'ils auront affaire à des experts. Il y avait une forte demande des pays de l'Europe orientale qui nous ont rejoints, mais elle était équilibrée par une demande des personnes issues des «anciens» États membres qui étaient désireuses d'en savoir plus sur la façon dont travaillaient leurs homologues. Il y a un pourcentage relativement important de non-Européens qui veulent comprendre comment la politique de cohésion fonctionne.

Quelle idée présidait à l'association des OPEN DAYS à Bruxelles et des événements locaux à travers l'UE?

C.W.: Nous faisons de l'organisation des événements locaux une condition de la participation aux OPEN DAYS, afin de montrer que la politique de cohésion est créée de façon dynamique au niveau local. Ils en constituent l'une des grandes réussites; au cours des premières années, l'expansion a été étonnante.

W.P.: Si vous organisez un événement à Bruxelles, vous restez à l'intérieur de cette communauté des fonctionnaires européens. Mais puisque la politique de cohésion est quelque chose qui se déroule «au pays», il allait de soi d'ajouter une dimension locale à cet événement. Cela a en partie été influencé par le débat concernant l'engagement au niveau local, un débat parmi d'autres concernant la «communication sur l'Europe». Entre-temps, un certain nombre d'événements importants de l'UE se sont tenus au niveau local.

Comment résumeriez-vous les principales réalisations?

L.T.: Il s'agit d'une démonstration politique du pouvoir des régions, un exemple remarquable de la coopération interinstitutionnelle entre la DG REGIO et le CdR, et un succès énorme en termes de participation: nous avons limité à environ 6 000 le nombre de participants et devons refuser quelque 2 000 personnes en plus chaque année.

Quelles sont vos attentes pour les futurs OPEN DAYS?

C.W.: Nous ferons en sorte qu'ils soient de plus en plus liés aux changements politiques, comme la stratégie Europe 2020. Je voudrais voir des OPEN DAYS couronnés de succès avant que soit prise la décision budgétaire concernant la prochaine période de programmation, pour démontrer à quel point la politique de cohésion est une activité importante.

L.T.: Une réflexion pour le futur de la communication européenne pourrait être de déplacer la communication institutionnelle vers une communication autour de la marque. Les OPEN DAYS sont une marque de fabrique européenne qui représente une politique de l'UE dont la mise en œuvre au niveau local est couronnée de succès.

W.P.: Je voudrais voir cet événement s'ouvrir encore davantage — avec moins de séminaires traditionnels et, à la place, plus de communication en espace ouvert, où les gens peuvent se rencontrer et mettre en avant leurs idées ou questions. Moins de fonctionnement «top down», plus de créativité et de réseautage.



RENFORCER LE PROFIL DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN CASTILLA Y LÉON, ESPAGNE

L'accueil positif fait aux manifestations des OPEN DAYS des deux dernières années permet à la région de Castilla y León d'adopter sa position la plus audacieuse jusqu'ici en montrant comment les programmes de l'UE peuvent ramener la croissance économique sans aller à l'encontre de l'identité et de la culture espagnoles. Cette année, l'emploi et l'indépendance des jeunes sont placés sous les feux des projecteurs, en particulier pour faire voir de quelle manière les mesures de l'UE peuvent entraîner la formation, de nouvelles perspectives d'emploi et un nouveau niveau de vie indépendant.

En Castilla y León, des manifestations locales liées aux OPEN DAYS de Bruxelles font partie intégrante du calendrier. Désormais, l'emploi et l'émancipation des jeunes retiennent toute l'attention, dans une région où les jeunes restent souvent avec leurs parents jusqu'à un âge adulte avancé et risquent d'être confrontés à des perspectives professionnelles limitées. L'intervention de l'UE dans la formation des jeunes et les initiatives pour l'emploi peuvent contribuer à renverser cette situation, et le lien local avec les OPEN DAYS de Bruxelles constitue donc une occasion de faire parvenir cette information à ceux qui en ont besoin.

L'emploi et l'indépendance vont de pair

La région organise une manifestation spéciale sur l'emploi jeune visant en particulier les jeunes des zones rurales. Le message adressé aux jeunes sera double: ils peuvent être économiquement indépendants et construire leur propre identité au-delà du foyer paternel. Cette manifestation utilise les liens solides tissés avec l'administration régionale du centre du Portugal, et des porteparole des deux régions donneront des conseils de première main aux organisations qui travaillent directement avec des jeunes.

Une nouvelle approche espagnole

Le débat permettra tout d'abord de vérifier à quel point la politique de l'UE en matière d'emploi et de formation est pertinente pour les jeunes. Les différentes présentations porteront en particulier sur des mesures qui ont été développées en Espagne et la manière dont elles constituent une base pour de nouveaux emplois et de nouvelles formations. En même temps, les participants réfléchiront à l'importance de la vie indépendante et à la question de savoir comment les perspectives d'emploi peuvent également permettre aux jeunes adultes de vivre loin de leurs parents, notamment grâce aux logements sociaux. Ces deux thèmes seront réunis afin de proposer aux jeunes une conception qui soit réalisable et toujours adaptée à la culture et aux modes de vie espagnols. Il s'agit d'une belle avancée qui montre à la population locale comment des mesures de l'UE peuvent être considérées en termes localement très circonscrits.

Un rapide coup d'œil sur le succès grandissant des manifestations des deux dernières années permet de voir pourquoi la manifestation de cette année pourrait être tout aussi retentissante.

2009 — L'URGENCE DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Une conférence régionale sur le thème de la protection de l'environnement et du changement climatique avait affiché complet. Les autorités municipales, entreprises locales et ONG avaient rempli la salle de conférence pour entendre des intervenants originaires de leur propre région de Castilla y León, du North West (RU), du Danemark et de la Commission européenne expliquer comment des mesures de l'UE contribuent activement à promouvoir les bénéfices environnementaux.

À côté de cette manifestation, la Fondation Castilla pour l'environnement s'est servie de ses contacts avec des écoles pour organiser un atelier pour enfants donnant à voir les concepts clés du changement climatique. Les enfants qui y ont pris part en sont partis avec l'idée de changer la manière dont ils vivent plutôt que leur environnement. Qui peut dire laquelle de ces deux manifestations a été la plus percutante? Les initiatives de l'UE peuvent aider les enfants à grandir avec un point de vue différent de celui de la génération de leurs parents.

2008 — DE BONNES PERSPECTIVES POUR UNE ÉNERGIE DURABLE

La première année que Castilla y León a organisé des manifestations locales correspondant aux OPEN DAYS de Bruxelles, le thème était l'énergie durable. Un engagement croissant en faveur de l'énergie éolienne dans la région a orienté une présentation des politiques de l'Union selon un angle spécifiquement régional. Les entreprises et organisations ayant développé une technologie dans ce domaine ont directement appris de la Commission européenne comment la directive cadre sur l'énergie renouvelable pourrait les concerner et leur être profitable et aussi comment la législation européenne pourrait avoir un impact en Espagne.



LES AVANTAGES MANIFESTES DE LA LIAISON FERROVIAIRE BALTIQUE-ADRIATIQUE À TRENČÍN, EN SLOVAQUIE

Dans la région de Trenčín, la liaison ferroviaire Baltique-Adriatique est, cette année, au centre des manifestations locales des OPEN DAYS de Bruxelles. Parfait exemple de ce qu'est une macro-région, l'achèvement de la liaison ferroviaire partant de Gdansk, sur la Baltique, pour rejoindre la côte Adriatique représente un potentiel commercial considérable. La région vise donc haut et organise un atelier rassemblant les intérêts commerciaux et publics pour débattre des détails relatifs à la façon dont ce vaste chantier peut être mené à bien.

Des liaisons de transport continues dans le corridor Baltique-Adriatique pourraient apporter une viabilité commerciale complètement nouvelle à l'ensemble de cette région. Une conférence de la Commission européenne, qui s'est tenue récemment à Saragosse (Espagne), a souligné l'impact du développement des axes de transport Nord-Sud sur la croissance, et le bureau de liaison de Bruxelles pour la région de Trenčín tient à faire passer ce message.

La puissance du RTE-T

La planification stratégique réalisée par le réseau transeuropéen RTE-T, et la coopération établie entre les cinq pays longeant le corridor Baltique-Adriatique ont eu pour résultat cette énorme voie ferroviaire devenue l'un des projets prioritaires du RTE-T. Chaque pays renforce les maillons-clés du réseau comme, par exemple, le pont terrestre de Gdansk, une nouvelle électrification en République tchèque et en Slovaquie, et le tunnel de Koralm en Autriche. Un cofinancement au titre du FEDER et les partenariats en cours entre tous les intérêts commerciaux et politiques dans chaque pays seront déterminants pour cette vision stratégique.

Lors de l'atelier du 6 octobre organisé à Bruxelles par les régions du corridor Baltique-Adriatique, des porte-parole des administrations régionales de Pologne, de Slovaquie, de République tchèque, d'Autriche et d'Italie se joindront à leurs homologues de Bruxelles afin d'expliquer comment la coopération entre 19 régions permettra de développer une infrastructure de transport ferroviaire de première classe. Tous se pencheront sur les avantages d'une coopération transfrontalière et transnationale et son impact à ce jour.

Faire passer le message à Trenčín

Le même message sera ensuite transmis à un public local constitué de représentants des intérêts des entreprises privées et publiques de Trenčín, en se servant d'exemples de la coopération transfrontalière en matière de politique des transports pour démontrer les avantages des macro-régions. À ce stade crucial du projet prioritaire, les habitants de Trenčín seront en mesure d'embrasser la même vision à un niveau plus local. Ils disposeront d'une information de première main sur les avantages d'une nouvelle croissance économique, comprenant un meilleur accès pour les biens et services en provenance de l'Est et de l'Asie, ainsi que sur les avantages accrus de transports plus viables et d'une sécurité renforcée.

OPEN DAYS 2009 — LA FACE HUMAINE DE L'UE

L'année dernière, des habitants de Trenčín ont rencontré des professionnels des services sociaux, qui ont participé activement à l'édition 2009 des OPEN DAYS à Bruxelles, et ont appris comment leurs intérêts étaient passés auprès des institutions européennes. Les manifestations locales avaient été conjointement organisées par le bureau Europe Direct basé à Trenčín et des représentants venus de Bruxelles sur le thème des services sociaux. Diverses organisations y ont pris part pour s'informer davantage des expériences des différentes régions de l'UE en la matière et de la manière dont les services sociaux de Trenčín pouvaient accueillir le changement et développer de bonnes pratiques.

La présence de fonctionnaires de Bruxelles à Trenčín et la valorisation d'Europe Direct ont permis aux locaux d'observer de visu l'impact de l'UE. L'adhésion à l'UE s'est enrichie d'une dimension plus humaine grâce à l'exemple concret des services sociaux et a ouvert la voie à d'autres aspects de la politique européenne à rapprocher de l'expérience locale. En termes pratiques aussi, les entreprises et organisations savent où aller demander de l'aide pour solliciter un financement communautaire et élargir leur réseau de contacts.



VESNA CAMINADES

Vesna Caminades dirige depuis 2005 le bureau de liaison de Bruxelles de la province autonome de Bolzano, Tyrol du Sud.

Quel sera le thème du séminaire que le bureau de liaison de la région européenne Tyrol — Tyrol du Sud — Trentin envisage d'organiser pendant l'édition 2010 des OPEN DAYS?



Nous avons choisi le thème de la coopération territoriale et, plus précisément, la question des macro-régions. En tant que régions alpines, la possibilité de constituer des macro-régions nous intéresse. Quelques-unes d'entre elles ont déjà été constituées, d'autres sont sur le point de l'être.

Estimant que la situation de la macro-région alpine est actuellement incertaine, nous voudrions présenter un

état actuel des connaissances en termes de stratégie alpine et de politique européenne à cet égard.

Votre bureau a déjà pris part aux OPEN DAYS qui se sont tenus dans les années précédentes. Comment résumeriez-vous les avantages mutuels retirés de votre participation?

Ce sera notre cinquième participation. La valeur ajoutée principale des OPEN DAYS concerne les possibilités qu'ils offrent en termes de travail en réseau, ainsi que d'impact médiatique. Les OPEN DAYS sont réellement un bon instrument pour réunir en un même lieu quantité de participants afin de débattre d'une question. Nous utiliserons le support médiatique que la DG Politique régionale et le Comité des régions mettent à disposition au cours des OPEN DAYS.

Quels sont les enjeux particuliers de la politique de cohésion dans votre région? Comment la région dans son ensemble peut-elle bénéficier des OPEN DAYS?

Nous sommes un bureau de liaison qui a été établi par trois régions partenaires: le Land autrichien du Tyrol et les deux provinces italiennes autonomes du Trentin et du Tyrol du Sud. Et donc, pour nous, la possibilité d'organiser à trois les OPEN DAYS,

en compagnie d'autres régions partenaires intéressées, est une étape importante. Ensuite, la deuxième étape, c'est, bien entendu, la mise en réseau des régions alpines: pour nous, il importe réellement que nous puissions donner le coup d'envoi à des initiatives auxquelles nous croyons vraiment. Notre participation cette année constituera un premier pas vers la macro-région alpine.

À la veille du débat sur la réforme de la politique de cohésion après 2013, est-il un message que vous voudriez faire passer, qui soit fondé sur l'expérience glanée dans votre région?

Nous espérons, bien entendu, que les fonds auxquels nous sommes éligibles continueront d'exister! À un niveau plus élevé, je me réjouirais de voir pris en considération les principes que M. Barca a exposés dans son rapport publié l'année dernière, à savoir disposer d'une stratégie territorialisée («a place-based strategy»). Et surtout, disposer d'une politique de cohésion visant à promouvoir les régions innovantes et compétitives. À mon avis, l'objectif de la politique de cohésion devrait être d'aider les régions à s'améliorer, et non pas seulement à essayer de remplir certains critères pour bénéficier de ressources. La compétitivité est une notion relative; pour chaque région, le but peut être autre. Pour le Tyrol du Sud, par exemple, l'enjeu de la période à venir est de constituer un groupement européen pour la coopération territoriale avec le Tyrol et le Trentin.

Qu'attendez-vous des OPEN DAYS dans les années à venir?

Je crois qu'il serait bon d'ouvrir cet événement à davantage d'autres pays, afin de procéder à des comparaisons avec l'un ou l'autre des pays d'Asie ou les États-Unis — confronter l'Europe à d'autres réalités. Cela serait assez intéressant. De même, il pourrait y avoir plus de communication avec les citoyens. Un autre point qui pourrait être optimisé, ce serait de créer une concurrence entre les séminaires organisés par la Commission et le Comité des régions et ceux organisés à Bruxelles par les régions et les villes. Mais il y a toujours de l'espace pour des synergies, et les OPEN DAYS s'améliorent d'année en année.

ALESSANDRO BARBERIS

Alessandro Barberis est le président d'EUROCHAMBRES, l'Association des chambres de commerce et d'industrie européennes

Quelle forme prendra votre participation aux OPEN DAYS de cette année?

En tant que partenaire officiel de l'événement OPEN DAYS, EUROCHAMBRES contribue au «Meeting Place» via le réseau des chambres de commerce et d'industrie (CCI) de l'Eurorégion AlpMed. Un atelier sur le rôle des CCI dans le développement économique des «eurorégions» est prévu pour le 6 octobre. Les projets réussis en termes de coopération territoriale seront exposés dans la zone de présentation.

Pourriez-vous donner quelques exemples d'activités qu'EUROCHAMBRES a organisées pour les OPEN DAYS dans les années précédentes?

EUROCHAMBRES a organisé des ateliers en coopération avec le réseau des CCI, en réunissant des autorités publiques régionales et les CCI, ainsi qu'en présentant ses activités dans le cadre du «Café des investisseurs». Nous avons pris part à la publication d'un atlas régional de la compétitivité, qui fournit aux lecteurs un instantané de la situation des régions européennes en termes de développement économique. L'année dernière, nous avons présenté l'initiative «Erasmus pour jeunes entrepreneurs», qu'EUROCHAMBRES coordonne au nom de la Commission européenne.

EUROCHAMBRES est un participant fidèle des OPEN DAYS de Bruxelles. Quel rôle cette manifestation joue-t-elle dans votre travail? Comment contribue-t-elle à favoriser vos objectifs?

Les CCI ont des racines locales et régionales profondes, et le développement économique régional est l'une de leurs priorités majeures. Grâce à son réseau constitué de 2000 chambres locales et régionales, EUROCHAMBRES représente plus de 20 millions d'entreprises de tous les secteurs et de toutes les tailles. Il est donc essentiel que nous exposions le point de vue des entreprises.

De façon générale, comment EUROCHAMBRES peut-elle contribuer aux objectifs de la politique de cohésion? Quel est le rôle d'événements tels que les OPEN DAYS à cet égard?

Les CCI sont des partenaires précieux au niveau local et régional quand il s'agit de définir les objectifs de la politique de cohésion et de mettre en œuvre les mesures s'y rattachant. Elles sont idéalement situées pour promouvoir l'agenda commercial, afin que les entreprises et leurs membres puissent bénéficier d'un environnement plus favorable, et pour ouvrir les portes à une croissance économique accrue.

Les OPEN DAYS offrent aux parties prenantes régionales une plateforme très intéressante pour échanger idées et bonnes pratiques. Des participants venus de toute l'Europe y prenant part, de nouveaux liens se créent et des partenariats sont initiés.

Qu'attendez-vous de l'action future de la politique de cohésion après 2013?

La cohésion économique, sociale et territoriale est l'un des principaux objectifs européens qui ne peut être atteints sans la contribution active de l'économie. L'enjeu consiste donc à favoriser la cohésion économique, sociale et territoriale entre les régions européennes tout en améliorant leur compétitivité.

Les entreprises sont des créateurs de richesses essentiels à l'échelon régional et, par conséquent, indispensables pour générer une croissance économique durable.

Les entreprises européennes ont besoin de conditions cadres favorables pour être concurrentielles sur les marchés intérieurs et mondiaux. La politique de cohésion doit contribuer à créer ces conditions cadres, en plus de poursuivre les objectifs généraux de la cohésion économique, sociale et territoriale.

Y a-t-il des questions chères à EUROCHAMBRES auxquelles vous voudriez voir accorder plus d'attention dans le cadre des manifestations à venir des OPEN DAYS?

EUROCHAMBRES est très concernée par la volonté des gouvernements nationaux de s'engager dans les réformes nécessaires pour garantir la croissance et la compétitivité de l'Europe. Garantir cet engagement est crucial pour la réussite de la nouvelle stratégie Europe 2020, néanmoins tout laisse à penser que la question n'a pas été traitée de manière appropriée. Les OPEN DAYS devraient fournir aux parties prenantes engagées au niveau régional l'occasion de réfléchir à la manière dont elles peuvent aider à combler ce vide.



CONNAISSEZ-VOUS BIEN LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE?

1

QUELS FONDS CONSTITUENT LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE?

- a) Le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE)
- b) Seulement le Fonds européen de développement régional (FEDER)
- c) Le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds de cohésion et le Fonds social européen (FSE)
- d) Le Fonds européen de développement régional (FEDER), le programme pour la compétitivité et l'innovation (CIP) et le Fonds social européen (FSE)

2

QUEL POURCENTAGE DE LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE DANS LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION 2007-2013 A-T-IL ÉTÉ CONSACRÉ À LA RECHERCHE ET À L'INNOVATION?

- a) 15 %
- b) 25 %
- c) 40 %
- d) 55 %

3

DE COMBIEN DE KM DE ROUTES LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE A-T-ELLE COFINANCÉ LA CONSTRUCTION OU LA RÉFECTION ENTRE 2000 ET 2006?

- a) Près de 100 000 km
- b) Près de 150 000 km
- c) Près de 200 000 km
- d) Près de 250 000 km

4

QUELLE AFFIRMATION EST CORRECTE?

- a) Une région sur vingt a un PIB (produit intérieur brut) par habitant inférieur à 75 % de la moyenne pour l'Union européenne des 27.
- b) Une région sur dix a un PIB (produit intérieur brut) par habitant inférieur à 75 % de la moyenne pour l'Union européenne des 27.
- c) Une région sur sept a un PIB (produit intérieur brut) par habitant inférieur à 75 % de la moyenne pour l'Union européenne des 27.
- d) Une région sur quatre a un PIB (produit intérieur brut) par habitant inférieur à 75 % de la moyenne pour l'Union européenne des 27.

5

COMBIEN Y A-T-IL DE RÉGIONS EN EUROPE?

- a) 194
- b) 236
- c) 271
- d) 317

6

QUE SONT LES REGIOSTARS?

- a) Des ambassadeurs de la politique de cohésion
- b) Les projets régionaux les plus innovants dans l'UE
- c) Un réseau régional (Alliance stratégique pour la durabilité régionale)
- d) Un projet d'enseignement financé par la politique de cohésion européenne dans les écoles

7

SAVEZ-VOUS QUEL EST LE BUT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE?

- a) Investir dans les économies des régions d'Europe
- b) Soutenir une croissance verte
- c) Promouvoir la coopération à travers les régions d'Europe et les États membres
- d) Toutes les réponses qui précèdent

UN CONCOURS D’AFFICHES MET EN VALEUR LES TRAVAUX DE JEUNES CHERCHEURS

Pour les chercheurs en début de carrière dans le domaine de la politique régionale européenne, l’édition 2010 des OPEN DAYS ne représente pas seulement une excellente occasion de présenter leurs recherches — ils peuvent même remporter un prix! Pour la première fois, la direction générale de la politique régionale de la Commission européenne et l’Association des études régionales («Regional Studies Association») organisent un concours invitant des chercheurs en début de carrière à exposer leurs recherches sur la politique régionale. Le grand vainqueur et le second seront désignés pendant les OPEN DAYS et recevront respectivement 750 et 250 euros.

Le concours a été divisé en deux parties. Lors de la première partie, les candidats — qui doivent être en train d’achever un doctorat ou ont achevé un doctorat au cours des trois dernières années — ont été invités à soumettre un résumé de 1000 mots de leur recherche ainsi qu’un CV actualisé. Le jury a ensuite retenu six finalistes qui se rendront aux OPEN DAYS afin d’y présenter leurs recherches sous la forme d’une affiche qu’ils devront créer spécialement pour l’occasion.

Au cours des OPEN DAYS, les finalistes devraient également répondre à des questions concernant leurs affiches que leur poseront les membres du jury composés de M. Ronald Hall, directeur à la DG Politique régionale; de M^{me} Ilona Pálné-Kovács, directrice du Centre pour les études régionales à l’Académie des sciences de Hongrie; et du professeur Andy Pike, du Centre pour les études sur le développement urbain et régional («Centre for Urban and Regional Development Studies») à l’université de Newcastle.

Le jury accordera une attention particulière à la composition, au contenu et à l’objectif de cette affiche, à son impact visuel, et à la qualité des réponses données. Les candidats devraient s’efforcer de présenter leurs recherches de manière informative et aisément compréhensible, et leurs contributions devraient avoir pour but de poser les questions pertinentes et de faire avancer les connaissances.

Ce concours d’affiches contribue à la réussite de l’Université des OPEN DAYS, qui réunit des chercheurs dans le domaine de la politique régionale, donnant de ce fait une note universitaire aux OPEN DAYS.

POUR EN SAVOIR PLUS:
<http://www.opendays.europa.eu>



RÉPONSES AU QUIZ «CONNAISSEZ-VOUS BIEN LA POLITIQUE DE COHÉSION EUROPÉENNE?»

1. Réponse correcte: c) Le Fonds européen de développement régional (FSE) (FEDER), Le Fonds de cohésion et le Fonds social européen (FSE)
2. Réponse correcte: b) 25 %
3. Réponse correcte: a) Près de 100 000 km
4. Réponse correcte: d) Une région sur quatre a un PIB (produit intérieur brut) par habitant inférieur à 75 % de la moyenne pour l’Union européenne des 27.
5. Réponse correcte: c) 271
6. Réponse correcte: b) Les projets régionaux les plus innovants dans l’UE
7. Réponse correcte: d) Toutes les réponses qui précèdent

**Creusez davantage,
apprenez plus**

Êtes-vous reparti des OPEN DAYS
avec une question qui vous préoccupe encore?

Nous serions heureux d'avoir des échos
et des commentaires de votre part.

Veuillez nous faire part de vos idées concernant le déroulement
de l'événement, et de toute autre réflexion qui a pu vous venir
à l'esprit en remplissant le formulaire d'évaluation
ou en nous écrivant à l'adresse suivante:

regio-info@ec.europa.eu

Vous pouvez également rejoindre notre communauté
en ligne — RegioNetwork 2020. Lancé pendant les OPEN DAYS, ce nouveau
service d'informations vous donnera l'occasion de partager des nouvelles
et des informations, de trouver des partenaires et, plus généralement,
de faire le point sur les aspects de la politique régionale
qui sont pour vous les plus pertinents.

Vous nous trouverez à cette adresse:

**[https://webgate.ec.europa.eu/
regionetwork2020](https://webgate.ec.europa.eu/regionetwork2020)**

Dans l'attente de votre réponse!

KN-31-10-521-FR-C

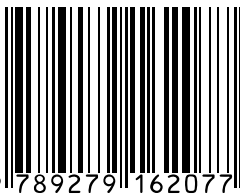
doi: 10.2776/19065

© Union européenne, 2010
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Office des publications

ISBN 978-92-79-16207-7



9 789279 162077

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Communication, information et relations avec les pays tiers
Raphaël Goulet
Avenue de Tervuren 41
1040 Bruxelles
BELGIQUE
Courriel: regio-info@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm